

Pays : BULGARIE

Commission : Sommet UE/OTAN sur la défense et la sécurité en Europe

Problématique : Comment l'Union européenne peut-elle renforcer sa capacité de défense autonome sans compromettre la solidarité transatlantique ?

Introduction

La Bulgarie est une république parlementaire située au sud-est de l'Europe dans la péninsule des Balkans, bordée par la mer Noire, une position géographique qui la place en première ligne face aux instabilités actuelles du flanc oriental de l'Alliance (plus près du conflit russo-ukrainien). Le dernier gouvernement bulgare a maintenu une ligne fermement pro-européenne et atlantiste, s'engageant activement dans la modernisation de ses capacités de défense après des décennies de dépendance aux équipements d'origine soviétique. Le sujet de ce sommet est crucial pour la Bulgarie, car il touche à l'équilibre entre le renforcement des capacités militaires européennes et le maintien de la garantie de sécurité fournie par l'OTAN, pilier fondamental de la défense nationale bulgare. La problématique centrale est de déterminer comment l'Union européenne peut accroître son autonomie stratégique sans fragiliser le lien vital avec les États-Unis (acteur crucial de l'OTAN).

Description des enjeux et problèmes soulevés

Pour la Bulgarie, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a constitué un « choc stratégique » majeur, rappelant la réalité d'une menace militaire conventionnelle de haute intensité à ses frontières. Le pays est confronté à des défis spécifiques, notamment la sécurisation de la mer Noire et la lutte contre les cybermenaces et les tactiques hybrides visant ses institutions. C'est pour cela, à part des deux grandes bases navales en Varna et en Atiya, la Bulgarie avec l'OTAN est en train d'aménager la base aérienne Kabilé (à côté de Bezmer) pour augmenter sa capacité d'avions à héberger.

L'un des principaux enjeux est le déséquilibre budgétaire et capacitaire au sein de l'UE. Alors que certains pays de l'Est augmentent massivement leurs dépenses, la coordination reste difficile à l'échelle européenne. La Bulgarie, comme ses voisins, craint qu'une volonté d'autonomie trop poussée ne soit perçue par Washington comme un signe de désengagement européen, ce qui pourrait affaiblir l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord qui établit la défense collective, proclamant qu'une attaque armée contre un ou plusieurs membres en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque contre tous. Enfin, la fragmentation de l'industrie de défense européenne complique la compatibilité et l'égalité des forces, un élément pourtant essentiel pour la sécurité collective.

Position de la Bulgarie par rapport à la problématique

La Bulgarie considère que **l'OTAN est l'architecture centrale et incontournable de sa sécurité**. La position bulgare est claire : toute initiative européenne en matière de défense doit être strictement **complémentaire** à l'OTAN et non une alternative ou une structure concurrente. Notre pays soutient que les Européens assument une part plus équitable des dépenses du matériel sécuritaire.

Le gouvernement bulgare a soutenu l'adoption de la **Boussole stratégique** en 2022 (plan d'action de l'Union européenne pour renforcer sa politique de sécurité et de défense d'ici à 2030), voyant en elle un outil utile pour orienter les priorités de sécurité de l'UE face aux menaces communes, tout en veillant à ce que cela ne dilue pas les efforts de dissuasion collective de l'OTAN. Pour la Bulgarie, l'autonomie stratégique européenne doit avant tout signifier une meilleure capacité opérationnelle pour gérer les crises dans les régions plus au sud (Méditerranée, Balkans) et une réduction des dépendances technologiques critiques

(notamment aux technologies américaines) et promouvoir la production d'armes et le développement de logiciels de cyber-sécurité européens .

Solutions et projets concrets mis en place

La Bulgarie a entrepris des mesures concrètes pour renforcer sa posture de défense :

Engagement budgétaire : En 2023, la Bulgarie a consacré environ 1,8 % de son PIB à la défense, se rapprochant de l'objectif des 2 % fixé par l'OTAN. Le pays s'inscrit dans la dynamique de mobilisation financière pour moderniser ses forces armées d'ici 2030.

Coopération européenne : La Bulgarie participe à plusieurs projets dans le cadre de la PESCO (cadre de l'Union européenne qui établit en décembre 2017 pour approfondir la coopération en matière de défense entre les États membres. Elle permet aux pays de l'UE de planifier, de développer et d'investir conjointement, sur leur propre initiative, dans leurs capacités de défense, améliorant ainsi la disponibilité opérationnelle de leurs forces armées.) pour améliorer la mobilité militaire et la cybersécurité.

Soutien à l'Ukraine : à travers de la Facilité européenne de paix, la Bulgarie a contribué au financement d'équipements militaires pour l'Ukraine, montrant sa solidarité face à l'agression russe. De plus, après le début de la guerre russo-ukrainienne, l'armée bulgare est beaucoup plus présente dans ses côtes riveraines de la mer Noire et font de plus en plus, des manœuvres militaires navales en cas d'une escalade du conflit à une plus grande échelle.

Modernisation capacitaire : Notre pays privilégie l'acquisition d'équipements compatibles avec les standards de l'OTAN, tout en étant favorable au renforcement de la Base Industrielle et Technologique de Défense Européenne (BITDE) pour réduire la dépendance à long terme.

Pour les débats à venir, la Bulgarie proposera de renforcer les investissements communs dans les technologies de rupture (IA, drones) en augmentant le budget de recherche et défense tout en suivant les orientations européennes qui seront présentées dans une feuille de route et le commandement de l'OTAN pour chaque nouveau projet capacitaire.

Conclusion

En conclusion, la Bulgarie réaffirme sa position **europophile et fermement atlantiste**. La sécurité de notre pays repose sur une alliance indestructible avec les États-Unis au sein de l'OTAN, complétée par une Union européenne plus capable et plus stratégique sur le plan militaire. Pour la Bulgarie, l'autonomie européenne ne doit pas être un outil de séparation, mais un moyen de renforcer la solidarité transatlantique en devenant un partenaire plus puissant et plus utile.